

## LE RÉGIONALISME. QUELQUES PISTES THÉORIQUES POUR UNE ANALYSE COGNITIVE

Tudi Kernalegenn

IRENEE / Université de Lorraine | « [Civitas Europa](#) »

2017/1 N° 38 | pages 59 à 84

ISSN 1290-9653

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<https://www.cairn.info/revue-civitas-europa-2017-1-page-59.htm>  
-----

Pour citer cet article :

-----  
Tudi Kernalegenn, « Le régionalisme. Quelques pistes théoriques pour une analyse cognitive », *Civitas Europa* 2017/1 (N° 38), p. 59-84.  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour IRENEE / Université de Lorraine.

© IRENEE / Université de Lorraine. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# Le régionalisme. Quelques pistes théoriques pour une analyse cognitive

**Tudi KERNALEGENN**

Chercheur postdoctoral

Université de Lausanne,

IEPHI

Membre associé - CRAPUL

Depuis quelques années, le phénomène des régionalismes et des nationalismes régionaux attire de plus en plus de chercheurs. À l'instar de l'opinion publique, les universitaires s'intéressent aux succès électoraux de partis autonomistes tout comme aux velléités indépendantistes de plus en plus affichées de « nations sans État », que ce soit en Écosse ou en Catalogne. Ces cas fascinants cachent pourtant le fait que le régionalisme est un phénomène répandu et généralement inaperçu, qui concerne de très nombreux territoires dans le monde. Le régionalisme même, souhaitons-nous expliquer ici, est une façon d'être au monde à laquelle nous sommes tous soumis, pour paraphraser la formule célèbre de Benedict Anderson à propos du nationalisme<sup>1</sup>.

La littérature sur les régionalismes est riche de perspectives, même si elle souffre d'un éparpillement théorique et d'un foisonnement sémantique. Mentionnons ainsi la très grande diversité de termes utilisés dans la littérature pour qualifier les aspirations nationales infra-étatiques : nationalisme minoritaire<sup>2</sup>, ethnonationalisme<sup>3</sup>, nationalisme ethnique<sup>4</sup>, ethnorégionalisme<sup>5</sup>, nationalisme

1 B. ANDERSON, *L'imaginaire national : réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, La Découverte, 2002, p. 9, 1<sup>ère</sup> éd., 1983.

2 M. KEATING, *Nations against the State. The New Politics of Nationalism in Quebec, Catalonia and Scotland*, London : MacMillan Press Ltd, 1996.

3 W. CONNOR, *Ethnonationalism. The quest for understanding*, Princeton (NJ) : Princeton University Press, 1994 ; A. LECOURS, « Ethnonationalism in the West : A Theoretical Exploration », *Nationalism and Ethnic Politics*, vol. 6, n° 1, 2000, pp. 103-124 ; K. GRÜBER, « The Contemporary Ethnonationalist Renaissance in Europe and Its Implications for a Theory of Nationalism », *Nationalism & Ethnic Politics*, vol. 3, n° 4, 1997, pp. 128-151.

4 P.-R. BRASS, « Elite competition and the origins of ethnic nationalism », in J.-G. BERAMENDI, R. MÁIZ, X.-M. NUÑEZ (dir.), *Nationalism in Europe Past and Present*, Santiago de Compostela : Universidade de Santiago de Compostela, 1994.

5 L. DE WINTER, H. TÜRSAN ed., *Regional parties in Western Europe*, London & New York : Routledge, 1998 ; R. DANDOY, « Ethno-regionalist parties in Europe : a typology », *Perspectives on Federalism*, vol. 2, issue 2, 2010.

régional<sup>6</sup>, nationalisme périphérique<sup>7</sup>, autonomisme<sup>8</sup>, etc. Si « régionalisme » est probablement le plus faible de ces termes, il est aussi le plus généraliste. Nous l'utiliserons ici pour couvrir l'ensemble de l'espace des revendications socio-politiques qui va des indépendantismes les plus affirmés aux provincialismes les plus modérés et légitimistes. Dans cette perspective, le régionalisme est appréhendé comme une forme de nationalisme, à une échelle qui n'est pas celle d'un État en place. Nationalismes et régionalismes se caractérisent en effet par une division horizontale du monde, de la réalité sociale, c'est-à-dire une division reposant sur des critères territoriaux et/ou culturels, plus que sur des critères socio-économiques (contrairement aux classes donc).

Plus précisément, en nous inspirant de Richard Balme, nous définirons le régionalisme comme une action collective et une idéologie qui vise « à constituer ou à conforter la dimension régionale des interactions socio-politiques »<sup>9</sup>. Il s'agit donc d'une force idéologique d'agrégation et de traduction des problèmes sectoriels sur des bases territoriales de niveau régional. Son produit est la région, échelon méso-sociologique (infra-étatique) d'organisation et d'action collective, globalement compact dans l'espace et stable dans le temps.

## I. Les limites de la littérature classique sur le régionalisme

Jusqu'aux années 1960-1970 la compréhension du phénomène national était largement dominée par le modèle diffusionniste, élaboré tout particulièrement par Karl Deutsch<sup>10</sup>. Cette théorie, qui expliquait la construction des États-nations par la « communication sociale », postulait que l'intégration politique était un phénomène unidirectionnel et irréversible, allant du centre vers la périphérie. Elle soulignait que les démocraties occidentales étaient à la dernière étape de leur processus d'intégration, et donc globalement à l'abri des forces centrifuges des régionalismes qui ne seraient qu'une « révolte contre la modernité »<sup>11</sup>.

Le réveil des nationalismes régionaux au cours des années 1970 a toutefois largement infirmé ce modèle, provoquant en retour un investissement nouveau

6 M. KEATING, *State and regional nationalism. Territorial politics and the European State*, New York / London : Harvester-Wheatsheaf, 1988.

7 J. CABRERA VARELA, *La nación como discurso. El caso gallego*, Madrid : CIS-Siglo XXI, 1992.

8 D.-L. SEILER, *Les partis autonomistes*, Paris : Puf, 1982 ; P. LYNCH, M. GOMEZ-REINO CACHAFEIRO and L. DE WINTER eds., *Autonomist Parties in Europe*, Barcelona : ICPS, 2006.

9 R. BALME dir., *Les politiques du néo-régionalisme : action collective régionale et globalisation*, Paris : Economica, 1996, p. 114.

10 K.-W. DEUTSCH : *Nationalism and social communication*, Cambridge (Mass.) : The MIT Press, 1966, 1<sup>ère</sup> éd., 1953.

11 S.-M. LIPSET, « The revolt against modernity », in P. TORSVIK (Per) dir., *Mobilization, Center-periphery Structures and Nation-building*, Oslo : Universitetsforlaget, 1981.

des politistes et sociologues sur ces phénomènes non expliqués par la théorie. Deux approches ont particulièrement marqué les années 1970, les thèses du « colonialisme intérieur »<sup>12</sup> et du « développement inégal du capitalisme »<sup>13</sup>. Ayant toutes deux pour vocation d'expliquer l'existence des nations et régionalismes nationaux d'Europe de l'Ouest par les inégalités entre le centre et les régions périphériques, elles se rejoignent par leur critique de la théorie diffusionniste et par leur ancrage dans le courant marxiste. Contrairement à la vision selon laquelle la modernisation est une force puissante d'homogénéisation elles soutiennent au contraire que les processus de modernisation sont conflictuels et vecteurs d'hétérogénéité.

De nombreuses critiques ont été formulées à l'encontre de ces deux théories. Tout d'abord, elles auraient tendance à réduire la théorie en une équation où le nationalisme régional est vu comme une réponse directe à une situation objective de dépendance économique et spatiale<sup>14</sup>. En outre elles sont trop souvent contredites par les faits. Ces théories n'expliquent pas pourquoi aucun mouvement régionaliste ne se développe dans nombre de régions clairement sous-développées à l'instar du nord de l'Angleterre ou du sud de l'Italie<sup>15</sup>. De fait, c'est souvent dans les régions les mieux développées que s'épanouissent les nationalismes régionaux les plus puissants, à l'instar de la Catalogne ou de la Flandre<sup>16</sup>.

Les années 1980 se caractérisent par l'émergence de théories plus élaborées du nationalisme, mettant l'accent sur ses sources structurelles et sur sa modernité, et qui enrichissent indirectement la théorie sur le régionalisme. Tenant d'une approche résolument moderniste, Ernest Gellner<sup>17</sup> voit le nationalisme comme un phénomène spécifique correspondant à la transition d'une société agraire à une société industrielle, qui requiert une force de travail spatialement malléable, socialement mobile et donc culturellement homogène pour une communication indifférenciée à l'échelle de l'État. L'inévitable développement inégal de l'industrialisation crée un nouveau système de stratification, territorial, considéré comme illégitime s'il s'ajoute à des différences d'ordre culturel. Le nationalisme régional émergerait donc quand une petite bourgeoisie régionale, empêchée dans ses aspirations d'ascension sociale au niveau de l'État (notamment parce que n'ayant pas été éduquée dans la « haute culture » nationale, qui ne lui est donc pas « naturelle »), transformerait la « basse culture » régionale en une « haute culture »

12 M. HECHTER, *Internal colonialism, the Celtic fringe in British national development, 1536-1966*, Berkeley : University of California Press, 1975 ; J.-E. REECE, « Internal colonialism : the case of Brittany », *Ethnic and racial studies*, vol. 2, n° 3, 1979.

13 T. NAIRN, *The Break-Up of Britain. Crisis and Neo-Nationalism*, London : New Left Books, 1977 ; C. HADJIMICHALIS, *Uneven development and regionalism. State, territory and class in Southern Europe*, Beckenham : Croom Helm, 1987.

14 A.-D. SMITH, *Theories of Nationalism*, Londres : Duckworth, 1983.

15 A.-W. ORRIDGE, « Uneven development and nationalism », *Political studies*, XXIX-1&2, 1981.

16 J. BREUILLY, *Nationalism and the State*, Manchester : Manchester University Press, 1993.

17 E. GELLNER, *Nations et nationalisme*, Paris : Payot, 1989, 1<sup>ère</sup> éd., version anglais, 1983 ; E. GELLNER, *Nationalism*, New York : New York University Press, 1997.

alternative, légitimation suffisante à la revendication d'un État propre, *a fortiori* si la région est défavorisée par le développement inégal de l'industrialisation.

La théorie de Gellner est insatisfaisante pour comprendre le nationalisme régional. Tout d'abord, on peut estimer qu'elle est trop fonctionnaliste, expliquant de manière très mécanique l'émergence du nationalisme par sa fonction dans la société industrielle<sup>18</sup>. Ainsi, nombre de nationalismes ont émergé avant l'industrialisation du territoire sur lequel ils portent, qu'on pense à l'Amérique latine, à l'Irlande ou à la Grèce, et d'autres se sont développés très postérieurement à l'industrialisation, tel le nationalisme écossais ou celui de nombre de nations de l'ancien bloc soviétique<sup>19</sup>. L'approche de Gellner est en outre globalement apolitique au sens où son nationalisme est sans acteurs et sans discours : il exprime un désintéret total pour l'idéologie nationaliste et ses théoriciens, qu'il considère de l'ordre de l'épiphénomène<sup>20</sup>.

Que ce soient les travaux marxistes des années 1970 ou les recherches d'Ernest Gellner ou encore de Miroslav Hroch, les approches structuralistes et modernistes ont globalement échoué à établir des liens de causalité irréfutables entre des phénomènes socio-économiques et l'avènement du nationalisme. Tout au plus ont-elles démontré la coexistence de ces phénomènes, coexistence qui ne fonctionne en outre même pas toujours<sup>21</sup>. Ils ne donnent que peu d'explications pour comprendre pourquoi un phénomène nationaliste ou régionaliste émerge à tel endroit et pas à un autre aux conditions et au développement socio-économique similaires<sup>22</sup>. Or ces aspirations n'apparaissent pas de manière aléatoire. En réaction à ces thèses, tout un ensemble de chercheurs s'est attaché justement à mieux comprendre la géographie des revendications nationales/régionales, notamment en se penchant sur les matériaux du nationalisme, plus particulièrement par une nouvelle valorisation du temps long. Ils se sont ainsi interrogés sur la constitution différenciée au cours du temps d'identités, de langues, de traditions diverses territorialisées.

La contribution d'Anthony D. Smith, principal auteur de l'approche « ethno-symboliste », est déterminante dans cette perspective<sup>23</sup>. Il explique que les nations tirent leurs origines d'ethnies, « antécédents prémodernes » qui, à travers un ensemble de mythes, de mémoires collectives, de symboles et de pratiques culturelles, leur fournissent une identité déterminée, mais non immuable.

18 J. BREUILLY, *Nationalism and the State*, op. cit., 1993.

19 J. HUTCHINSON, « Ethnicity and modern nations », *Ethnic and racial studies*, 23 (4), 2000, pp. 651-669.

20 B. O'LEARY, « Ernest Gellner's diagnoses of nationalism : a critical overview », in J.-A. HALL, *The State of the Nation. Ernest Gellner and the theory of nationalism*, Cambridge : Cambridge University Press, 1998, pp. 40-90.

21 A. LECOURS, « Ethnonationalism in the West... », art. cit., 2000.

22 A.-D. SMITH, *The ethnic origins of nations*, Oxford : Basil Blackwell, 1986 ; W. CONNOR, *Ethnonationalism...*, op. cit., 1994.

23 A.-D. SMITH, *The ethnic origins...*, op. cit., 1986 ; A.-D. SMITH, *The Nation in History. Historiographical Debates about Ethnicity and Nationalism*, Hanover : Brandeis university press, 2000.

Les intellectuels nationalistes, sortes d'« archéologues » du passé<sup>24</sup>, disposent ainsi d'un répertoire<sup>25</sup> où ils peuvent sélectionner, reconstruire et réinterpréter<sup>26</sup>. Sans ces composantes ethniques ou historiques, l'apparition d'une revendication nationale ou régionale est peu probable. Dès lors, pour comprendre la formation des nations il faut s'intéresser aux structures sociales et culturelles sur la longue durée<sup>27</sup>, et donc au legs de toute une histoire territoriale.

L'intérêt de ces approches est de rappeler que les nationalismes ne se constituent pas n'importe où, au hasard, par une simple force ou volonté extérieure, que celle-ci soit économique, sociale ou politique. Cette insistance sur le temps long nous semble fondamentale pour comprendre le matériau, aussi bien « matériel » (langues, institutions, traditions, etc.) que cognitif (représentations mentales, *doxa*), dont disposent les acteurs régionalistes (mais qui les conditionne également dans une certaine mesure). Toutefois, on peut reprocher aux tenants de cette approche de sous-estimer les différences entre les communautés ethniques prémodernes et les nations modernes<sup>28</sup>. En outre, ils n'élaborent pas réellement d'hypothèses fortes pour expliquer pourquoi tel élément du passé ethnique se transforme en mythe au moment de l'émergence nationaliste alors que d'autres éléments potentiellement utilisables disparaissent complètement<sup>29</sup>. Enfin, ils ne proposent aucune explication sur le maintien, la reproduction, à l'ère moderne des identifications nationales, négligeant tout particulièrement les éléments institutionnels et politiques<sup>30</sup>. L'approche ethno-symboliste souffre en outre de considérer par trop les phénomènes identitaires comme des données. Elle ne nous suffit donc pas pour comprendre comment les nations et régions sont formées, transformées et cristallisées. Postulant que ces identités sont politiques par définition, elle ne donne aucune piste pour en étudier les phénomènes de politisation<sup>31</sup>.

D'autres auteurs s'intéressent également aux matériaux du nationalisme et du régionalisme, mais en partant des acteurs qui les utilisent et donc en mettant l'accent sur le travail politique qu'ils font avec ces matériaux. Ces auteurs adoptent une approche constructiviste : s'ils admettent pour nombre d'entre eux qu'il existe des matériaux du nationalisme/régionalisme, ces matériaux sont neutres en eux-mêmes. Ils ne prennent sens, ou en tout cas

24 A.-D. SMITH, « Gastronomy or geology ? The role of nationalism in the reconstruction of nations », *Nations and nationalism*, 1-1, 1995, pp. 3-23.

25 J. HUTCHINSON, « Ethnicity and... », art. cit., 2000.

26 A.-D. SMITH, *Nationalism and Modernism : A Critical Survey of Recent Theories of Nations and Nationalism*, London : Routledge, 1998.

27 J. ARMSTRONG, *Nations before Nationalism*, Chapel Hill : University of North Carolina Press, 1982 ; A.-D. SMITH, « The origins of nations », in V.-P. PECORA dir., *Nations and identities*, Oxford : Blackwell, 2001, pp. 333-353 ; J.-R. LLOBERA, *Recent theories of nationalism*, Barcelona, Working Paper, n° 164, Institut de Ciències Polítiques i Socials, 1999.

28 C. CALHOUN, « Nationalism and Ethnicity », *Annual Review of Sociology*, n° 19, 1993, pp. 211-239.

29 J. BREUILLY « Approaches to Nationalism », in G. BALAKRISHNAN (dir.), *Mapping the nation*, London / New York : Verso, 1996

30 S. ZUBAIDA, « Nations : Old and New. Comments on Anthony D. Smith's "The Myth of the Modern Nation and the Myths of Nations" », *Ethnic and Racial Studies*, 12 (3), 1989, pp. 329-339.

31 A. LECOURE, « Ethnonationalism in the West... », art. cit., 2000.

une dimension politique, qu'une fois mobilisés, relus, traduits, par une rhétorique régionaliste/nationaliste. Nationalismes et régionalismes ne peuvent pas être compris en dehors de ce travail politique<sup>32</sup>. Eric Hobsbawm explique ainsi que les nations sont les produits d'une « ingénierie sociale », tout particulièrement par le biais de « traditions inventées »<sup>33</sup>. Pour Hobsbawm, ce ne sont pas les nations qui produisent des États et des nationalismes mais exactement le contraire<sup>34</sup>. On peut regretter néanmoins le côté normatif de trop de publications constructivistes, pour qui l'« invention » signifie plus souvent « contrefaçon » que « recombinaison »<sup>35</sup>.

Le nationalisme et le régionalisme sont donc des objets scientifiques riches de leurs angles d'analyse. Chaque théorie propose un levier pour comprendre partiellement le phénomène nationaliste. Des théories structuralistes, nous retiendrons que la domination et le sous-développement perçus sont des éléments potentiellement forts dans l'émergence d'une rhétorique nationaliste régionale, et tout particulièrement l'analyse du développement inégal de l'industrialisation, du capitalisme. En outre, nous pouvons également admettre que le dynamisme des revendications nationalistes/régionalistes correspond souvent à des périodes de changements structurels profonds. Des approches ethno-symbolistes nous retiendrons l'accent mis sur le temps long, et notamment sur la valorisation des matériaux du nationalisme/régionalisme, pour comprendre la géographie des revendications nationales et régionales. Mais nous estimons que les grandes tendances socio-économiques, les matériaux du régionalisme/nationalisme, ne prennent un sens politique qu'au prisme du discours des acteurs. Les régions et nations sont des construits sociaux, produit d'un travail politique de sélection, interprétation, bricolage, par des acteurs qu'on peut qualifier de régionalistes ou nationalistes. Les régions et nations ne sont donc pas des données mais des produits de l'imagination humaine en constante élaboration et évolution.

## II. Définition d'une approche cognitive du régionalisme

Curieusement, alors que le régionalisme est avant tout une idéologie, ou plutôt une composante idéologique<sup>36</sup>, il nous semble, à l'issue de cette revue de la littérature dominante, que ce qui manque le plus c'est une réflexion en profondeur sur cette dimension idéologique. Comme l'ont pourtant démontré

32 J. BREUILLY, *Nationalism and the State*, *op. cit.*, 1993.

33 E. HOBSBAWM, « Introduction : Inventing Traditions », in E. HOBSBAWM, T. RANGER, *The invention of tradition*, Cambridge : Cambridge University Press, 1995, 1<sup>ère</sup> éd. : 1983.

34 E. HOBSBAWM, *Nations et nationalisme depuis 1780*, Paris : Gallimard, 1992, 1<sup>ère</sup> éd., version anglaise : 1990.

35 A.-D. SMITH, *The Nation in History...*, *op. cit.*, 2000.

36 À l'instar de Michael Freeden, nous estimons que le régionalisme, pas plus que le nationalisme, n'est une idéologie à part entière pouvant exister à « l'état pur », sauf éventuellement sous la

les approches constructivistes, plus que les conditions économiques et sociales et les legs culturels et historiques, c'est l'idéologie qui donne sens à la région. En outre, la littérature existante véhicule trop souvent une vision superficielle et normative – généralement hostile ou condescendante – du régionalisme. Nous faisons au contraire le pari de prendre l'idéologie régionaliste au sérieux, sans *a priori* normatif.

Une deuxième impasse de la littérature, partiellement comblée depuis les travaux de Michael Billig<sup>37</sup>, est la faiblesse des connaissances sur les modalités de production et de reproduction des nations et régions au quotidien. La littérature classique s'est en effet largement focalisée sur l'émergence des nations et du nationalisme mais s'est peu intéressée aux mécanismes qui leur ont permis de se perpétuer jusqu'à aujourd'hui. Pour cela, Michael Billig a forgé le terme de nationalisme banal pour désigner l'ensemble des habitudes idéologiques inconscientes par lesquelles « nos » nations sont reproduites quotidiennement en tant que nations<sup>38</sup>.

Dès lors, l'hypothèse que nous souhaitons proposer ici est que le régionalisme est un processus idéologique qui utilise la région comme outil cognitif pour appréhender le « réel » par un prisme territorial. C'est même ce qui la fait perdurer, exister au quotidien, y compris en situation non conflictuelle (et nous pourrions alors parler de régionalisme banal). Appréhender le régionalisme par ce biais, c'est ce que nous appelons une approche cognitive du régionalisme.

Cette hypothèse n'est pas complètement nouvelle, nombre d'auteurs ayant déjà intégré explicitement ou implicitement une dimension cognitive à leur analyse du nationalisme voire du régionalisme. Ce que nous souhaitons faire, et qui n'a pas été fait jusqu'à présent, c'est expliciter, systématiser et poser sur des fondements théoriques et méthodologiques solides une telle approche.

Dès les années 1970, Suzanne Berger dans ses travaux sur la Bretagne analyse l'ouverture nouvelle des syndicats, et plus particulièrement du syndicalisme agricole, à la rhétorique régionaliste par l'émergence d'une « nouvelle carte cognitive » dans la région<sup>39</sup>. En 1980, Pierre Bourdieu affirme quant à lui que « le discours régionaliste est un discours performatif, visant à imposer comme légitime une nouvelle définition des frontières et à faire connaître et reconnaître la région ainsi délimitée contre la définition dominante et méconnue comme telle, donc reconnue et légitime, qui l'ignore »<sup>40</sup>. Le discours régionaliste, par un

---

forme d'une « idéologie mince » (*thin-centred ideology*). Le régionalisme ne peut en effet pas proposer en soi une vision globale sur la société et les moyens d'en résoudre les problèmes. Le régionalisme est donc un cadre cognitif qui peut s'intégrer dans des idéologies plus vastes (socialisme, libéralisme, conservatisme, etc.). V., M. FREEDEN, « Is nationalism a distinct ideology ? », *Political studies*, vol. 46, 1998, pp. 748-765.

37 M. BILLIG, *Banal nationalism*, London : Sage, 1995.

38 *Ibid.*, p. 6.

39 S. BERGER, « Bretons and Jacobins : Reflections on French regional ethnicity », in M.-J. ESMAN, *Ethnic conflict in the Western World*, Ithaca (New York) / London : Cornell University Press, 1977, p. 164.

40 P. BOURDIEU, « L'identité et la représentation. Éléments pour une réflexion critique sur l'idée de

« acte de catégorisation », de « magie sociale », en mettant en avant « de nouveaux principes de di-vision », peut donc contribuer à produire ce qu'apparemment il décrit<sup>41</sup>. Stuart Hall propose que « la nation n'est pas seulement une entité politique mais également quelque chose qui produit du sens – un système de représentations culturelles »<sup>42</sup>. De même, pour David McCrone, « l'«Écosse» est avant tout un ensemble de significations, tout comme l'Angleterre, la France, l'Allemagne, etc. Beaucoup dépend de qui réussit à imposer sa définition »<sup>43</sup>. Enfin, pour Michael Keating,

« la culture nationale procure des symboles identitaires pour la communauté. Elle soutient un ensemble de valeurs sociales qui peut promouvoir le consensus et poser les limites du débat et de la division politique. Elle procure un moyen de communication de même qu'un moyen d'interprétation de la réalité sociale »<sup>44</sup>.

Michael Keating suggère donc d'analyser le nationalisme, et plus largement l'identité territoriale, non plus comme un problème mais comme un outil<sup>45</sup>. Il ajoute que le territoire régional peut même être appréhendé comme un « cadre de perception », un « facteur médiateur » par le biais duquel les autres facteurs, telles que les questions sociales, sont perçus et prennent sens<sup>46</sup>.

Rogers Brubaker est toutefois le premier chercheur à vouloir développer une approche explicitement cognitiviste du nationalisme<sup>47</sup>. Affirmant qu'il existe un tournant cognitif naissant, quoique largement implicite, dans les études sur l'ethnicité et le nationalisme<sup>48</sup>, notamment à travers les travaux sur la catégorisation et la classification, il propose de le systématiser et suggère, avec Loveman et Stamatov, un ancrage dans la littérature sur la cognition sociale et des pistes pour développer ce tournant cognitif.

Pour Brubaker et ses collègues, l'ethnicité n'est pas fondamentalement une chose *dans* le monde, mais une perspective *sur* le monde<sup>49</sup>. Elle n'existe que par et à travers nos perceptions, interprétations, classifications, catégorisations et identifications : ce n'est pas une réalité ontologique mais épistémologique<sup>50</sup>.

---

région », *Actes de la recherche en science sociale*, n° 35, 1980, p. 66.

41 *Ibid.*, p. 65.

42 S. HALL, « The question of cultural identity », in S. HALL, D. HELD, T. MCGREW (dir.), *Modernity and its futures*, Cambridge : Polity Press, 1992, p. 292.

43 D. McCRONE, *Understanding, Scotland : the sociology of a stateless nation*, London/New-York : Routledge, 1992, p. 32.

44 M. KEATING, *Nations against the State...*, op. cit., 1996, p. 9.

45 *Ibid.*, p. 220.

46 M. KEATING, *The new Regionalism in Western Europe : Territorial Restructuring and Political Change*, Cheltenham (UK) : Edward Elgar Publishing Ltd, 1998.

47 R. BRUBAKER, M. LOVEMAN, P. STAMATOV, « Ethnicity as Cognition », *Theory and Society*, vol. 33-1, 2004, pp. 31-64 ; R. BRUBAKER, « Ethnicity, Race, and Nationalism », *Annual Review of Sociology*, n° 35, 2009, pp. 21-42.

48 À noter toutefois que Brubaker ne fait pas référence au régionalisme ou nationalisme minoritaire, ni à la littérature qui porte sur cette forme spécifique de nationalisme. C'est donc un des enjeux de cet article que d'introduire les propositions théoriques de Brubaker dans cette littérature.

49 R. BRUBAKER et alii, « Ethnicity as Cognition », art. cit., 2004, p. 32.

50 *Ibid.*, p. 45.

L'ethnicité est donc un moyen de regarder le monde, de se comprendre et de s'identifier soi-même, de faire sens de ses problèmes, d'identifier ses intérêts et d'orienter son action.

« Ce sont des matrices pour représenter et organiser les connaissances sociales, des cadres pour articuler les comparaisons et explications sociales, et des filtres qui façonnent ce qui est remarqué ou inaperçu, pertinent ou non-pertinent, souvenu ou oublié »<sup>51</sup>.

L'approche cognitive, inscrite dans la perspective constructiviste, permet toutefois d'en éviter les dérives instrumentalistes. En effet, la recherche sur la cognition démontre que celle-ci est largement non-consciente et presque automatique, plutôt que délibérée et contrôlée<sup>52</sup>. Elle permet également d'en nuancer les dérives élitistes en se concentrant sur les « gens ordinaires ». Mais l'approche cognitive reste sociologique : la cognition est un processus social et non individuel. Elle garde également une forte dimension politique, en ne négligeant pas le rôle de l'État à imposer des « principes de vision et de division » du monde<sup>53</sup>. Ainsi, avec la perspective cognitive, au lieu de se demander « qu'est-ce qu'une région ? », « qu'est-ce qu'une nation ? », il s'agit de se demander comment, quand et pourquoi les gens interprètent leur expérience sociale en termes régionaux, nationaux.

Cette approche cognitive dessinée par Brubaker s'inscrit dans une littérature cognitive qui a infusé les sciences sociales depuis les années 1970. Les approches cognitives en sciences sociales prennent largement leurs sources dans la psychologie. Pour les psychologues cognitifs, l'organisme (consciemment et inconsciemment) sélectionne toute information dans l'environnement et la traite pour en construire une représentation interne, lui permettant de régler ses conduites sur ses représentations. Il s'agit donc de s'interroger sur les modalités et les critères de ce processus interne qui amène à l'action<sup>54</sup>. La cognition s'inscrit dans le cadre de l'histoire sociale de l'individu, qui lui donne des bases et des outils pour son travail cognitif (le langage n'étant pas le moindre de ces outils), mais aussi cadre et crée des limites à la cognition. Elle est en effet notamment façonnée par les formes d'argumentation et de raisonnement acceptables (légitimes) dans une culture donnée<sup>55</sup>. Fortement focalisée sur le discours, cette approche n'a pas été sans établir des liens avec la linguistique, permettant l'émergence d'une linguistique cognitive qui s'intéresse notamment

51 *Ibid.*, p. 47.

52 *Ibid.*, p. 51.

53 R. BRUBAKER, « Ethnicity, Race, and Nationalism », art. cit., 2009, reprenant la formule de P. BOURDIEU.

54 A.-M. COSTALAT-FOURNEAU, *Identité sociale et dynamique représentationnelle*, Rennes : PUR, 1997 ; S.-T. FISKE, S.-E. TAYLOR, *Social cognition*, New York : McGraw-Hill, 1991, 1<sup>ère</sup> édition : 1984.

55 L.-B. RESNICK, « Shared cognition : thinking as social practice », in L.-B. RESNICK, J.-M. LEVINE, S. D. TEASLEY, *Perspectives on socially shared cognition*, Washington : American Psychological Association, 1991.

à la « construction langagière » et à la « genèse sociale du sens », tout particulièrement en interaction<sup>56</sup>.

L'approche cognitive a aussi fortement imprégné les sciences sociales, et notamment la sociologie, mais avec des perspectives radicalement différentes voire opposées<sup>57</sup>. Pour Raymond Boudon, par exemple, l'acteur déterminerait ses choix avant tout sur la base d'une « théorie » plus ou moins explicite, dont il est convaincu de la validité, et non pour des raisons éthiques ou utilitaires<sup>58</sup>. Cette focalisation sur la rationalité individuelle peut toutefois s'avérer profondément trompeuse dès lors qu'elle semble extraire l'acteur de sa société (et de ses règles et normes) et de son histoire (éducation, socialisation...). Les « bonnes raisons » que l'acteur a de croire ce qu'il croit suffisent-elles à expliquer qu'il agisse en fonction de ce qu'il croit<sup>59</sup> ?

L'approche cognitive de Pierre Bourdieu<sup>60</sup> nous semble plus éclairante et opératoire. Le concept d'*habitus* est au cœur de cette approche, qu'il définit comme un système de

« dispositions durables, structures structurées prédisposées à fonctionner comme structures structurantes, c'est-à-dire en tant que principe de génération et de structuration de pratiques et de représentations qui peuvent être objectivement "régliées" et "régulières" sans être en rien le produit de l'obéissance à des règles »<sup>61</sup>.

Globalement, suggère Bourdieu, « les agents sociaux construisent le monde social à travers des structures cognitives (...) susceptibles d'être appliquées à toutes les choses du monde et, en particulier, aux structures sociales »<sup>62</sup>.

L'*habitus*, explique-t-il, est d'abord un produit de la socialisation (scolaire, familiale, etc.) qui inscrit dans l'individu un ensemble de dispositions, de schèmes d'action ou de perception. Mais l'*habitus* est aussi producteur, structurant nos pratiques de manière souple, à l'instar d'une « grammaire génératrice » des conduites, d'une grille d'interprétation pour agir dans le monde social<sup>63</sup>. Il ne s'agit donc en rien d'un conditionnement, mais au

56 G. VIGNAUX, « Des arguments aux discours. Vers un modèle cognitif des opérations et stratégies argumentatives », *Hermès la revue*, 15, 1995 ; T.-A. VAN DIJK, « The study of discourse », in T.-A. VAN DIJK (dir.), *Discourse as structure and process*, London : Sage, 1997.

57 B. LAHIRE, C. ROSENAL (dir.), *La cognition au prisme des sciences sociales*, Paris : Éditions des Archives Contemporaines, 2008 ; R. BOUDON, A. BOUVIER, F. CHAZEL (dir.), *Cognition et sciences sociales. La dimension cognitive dans l'analyse sociologique*, Paris, Puf, 1997.

58 R. BOUDON, *L'idéologie, ou l'origine des idées reçues*, Paris, Fayard, 1986 ; R. BOUDON, *L'art de se persuader des idées fausses, fragiles ou douteuses*, Paris, Fayard, 1990 ; R. BOUDON, *Le sens des valeurs*, Paris, Puf, 1999.

59 Ch.-H. CUIN, « Le paradigme "cognitif" : quelques observations et une suggestion », *Revue française de sciences sociales*, 46-3, 2005, pp. 559-572 ; P. LANNON, « L'action au carrefour de ses rationalités. De quelques apories prosaïques de l'individualisme cognitiviste. Raymond Boudon et le sens des valeurs », *RFSP*, vol. 50, n°6, 2000, pp. 941-965.

60 O. LIZARDO, « The cognitive origins of Bourdieu's habitus », *Journal for the Theory of Social Behaviour*, n° 34, pp. 375-401, 2004.

61 P. BOURDIEU, *Esquisse d'une théorie de la pratique*, Paris, Droz, 1972, p. 175.

62 P. BOURDIEU, « Esprits d'État. Genèse et structure du champ bureaucratique », *Actes de la Recherche en Sciences sociales*, mars, vol. 96, 1993, p. 58.

63 P. BOURDIEU, *Esquisse d'une théorie de la pratique, op. cit.*, 1972.

contraire d'un générateur de sens. D'ailleurs, si l'*habitus* est à l'origine de la structure de pensée et d'action de chaque individu, elle l'inscrit en même temps dans un groupe social, d'individus ayant vécu une socialisation similaire, et partageant donc des similitudes de pensée, d'émotion et d'action<sup>64</sup>.

En science politique, c'est dans le domaine de l'analyse des politiques publiques qu'une approche cognitive a eu le plus de succès. En effet, depuis plus d'une vingtaine d'années, s'y est développé un courant d'analyse cognitive des politiques publiques, qui s'efforce d'appréhender les politiques publiques comme des matrices cognitives et normatives constituant des systèmes d'interprétation du réel, au sein desquels les différents acteurs publics et privés pourront inscrire leur action. Le point commun de ces travaux, menés notamment par Peter A. Hall, Paul A. Sabatier, Bruno Jobert et Pierre Muller<sup>65</sup>, a été d'établir l'importance des dynamiques de construction sociale de la réalité dans la détermination des cadres et des pratiques socialement légitimes à un instant précis<sup>66</sup>.

Ces approches cognitives reposent fondamentalement sur le rôle essentiel joué par des matrices cognitives (expression générique qui regroupe les paradigmes, les systèmes de croyance et les référentiels) et sur la conviction qu'il existe des valeurs et des principes généraux qui définissent « une vision du monde » particulière, elle-même définissant le champ des possibles et du dicible<sup>67</sup>.

L'approche cognitive vise donc à analyser le politique comme un vaste processus d'interprétation du monde, au cours duquel, peu à peu, une vision du monde va s'imposer, être acceptée, puis reconnue comme « vraie » par la majorité des acteurs d'un secteur, parce qu'elle leur permet de comprendre les transformations de leur environnement, en leur offrant un ensemble de relations et d'interprétations causales qui leur permet de décoder, de décrypter les événements auxquels ils sont confrontés.

Notre approche cognitive du régionalisme s'inscrit donc dans une littérature cognitive des sciences sociales déjà riche d'outils conceptuels. Sur ces bases, plusieurs pistes ou étapes de recherche peuvent être proposées. Une première piste, *top-down*, vise à définir l'espace cognitif d'un État ou d'une région en matière nationale et régionale, en analysant la structure du discours dominant (que nous qualifierons de *doxa*, s'il est hégémonique et méconnu comme tel) et la force et diffusion des hétérodoxies (c'est-à-dire des discours alternatifs et minoritaires, voire illégitimes). Il s'agit de définir l'horizon des possibles cognitifs, que nous

64 P. BOURDIEU, *La distinction : critique sociale du jugement*, Paris, Éditions de Minuit, 1979.

65 P.-A. HALL, « Policy Paradigms, Social Learning and the State : The Case of Economic Policy Making in Britain », *Comparative politics*, vol. 25, n° 3, 1993 ; P.-A. SABATIER, « The advocacy coalition framework : revisions and relevance for Europe », *Journal of European Public Policy*, n° 51, 1998, pp. 98-130 ; B. JOBERT, P. MULLER, *L'État en action : politiques publiques et corporatismes*, Paris, Puf, 1987.

66 P. MULLER, « L'analyse cognitive des politiques publiques : vers une sociologie politique de l'action publique », *RFSP*, 50-2, 2000, pp. 189-207 ; P.-A. SABATIER, E. SCHLAGER, « Les approches cognitives des politiques publiques : perspectives américaines », *RFSP*, vol. 50, n° 2, pp. 209-234 ; P. MULLER, *Les politiques publiques*, Paris, Puf, 2011, 1<sup>ère</sup> édition : 1990.

67 P. MULLER, Y. SUREL, *L'analyse des politiques publiques*, Paris : Monchrestien, 1998.

qualifierons de structure des opportunités idéologiques, dans une société donnée à un moment donné. Une deuxième piste, *bottom-up*, focalisée sur les acteurs sociaux, consiste avant tout à étudier ce qu'ils font avec la région. L'hypothèse est qu'ils utilisent la région comme un outil cognitif, permettant d'appréhender le réel par un prisme territorial régional. Cet outil cognitif peut caractériser une idéologie régionaliste ou prendre la forme d'un cadre de l'expérience pendant un mouvement social.

### III. L'espace cognitif du discours régionaliste

#### A. Définir la structure des opportunités idéologiques

Nous vivons dans un monde d'États-nations. Il est aujourd'hui difficile d'imaginer le monde autrement alors qu'il s'agit pourtant d'une réalité assez récente. Si chaque État-nation s'inscrit dans un « modèle international » de ce que c'est qu'être un État-nation<sup>68</sup>, chacun a également sa propre histoire, son propre rapport au territoire, à la culture, à la diversité, à l'organisation politique... Chacun a sa façon, ses « raisons », de tenir au quotidien, de se légitimer et de gérer les contestations.

En s'intéressant aux modalités par lesquelles les États-nations sont perpétués, reproduits en tant que nations, Michael Billig a forgé le concept de « nationalisme banal ». Comme il le souligne, les habitudes idéologiques par lesquels les États-nations sont reproduits comme nations ne sont pas nommées et passent de ce fait inaperçues<sup>69</sup>. Pourtant la construction des États-nations actuels a été une bataille idéologique pour l'hégémonie dans laquelle une partie a prétendu parler pour le tout ; et même si cette bataille (qui a historiquement construit les nations) est largement derrière nous, l'hégémonie établie perdue dans la vie quotidienne et structure notre façon de voir le monde. Billig élargit ainsi le concept de nationalisme pour qu'il couvre les moyens idéologiques, cognitifs, par lesquels les États-nations sont reproduits. Cette appréhension du nationalisme, éminemment cognitive, attire l'attention sur le pouvoir d'une idéologie hégémonique d'autant plus familière qu'elle ne se remarque pas. Dès lors que l'idéologie, selon la définition de M. Billig, est un schéma de croyances et de pratiques, qui font que des arrangements sociaux existants apparaissent comme naturels ou inévitables, le concept de nationalisme banal aide à déchiffrer et lire des idées et des sentiments qui prétendent être naturels alors même que ce sont des hégémonies construites.

68 M. BILLIG, *Banal nationalism*, op. cit., 1995.

69 *Ibid.*, p. 6.

À l'instar de Michael Billig, plusieurs auteurs analysent le nationalisme comme une construction discursive hégémonique, et notamment Patrik Hall et Julio Cabrera-Varela. Pour le premier, le nationalisme est l'expression d'une hégémonie discursive qui contraint l'action politique par un ensemble de méthodes institutionnelles subtiles et normatives<sup>70</sup>. Il met ainsi l'accent sur l'idée que le vrai nationalisme des États-nations occidentaux réside dans leurs institutions, et qu'il peut être étudié en analysant la formation institutionnelle des États modernes. Pour le second, « la construction d'une nation est un processus de construction d'une identité collective soutenue par une nouvelle définition de la réalité qui lutte pour s'imposer comme "l'évidence sociale prépondérante" »<sup>71</sup>.

Un enjeu important d'une recherche cognitive sur la question régionale est donc de décortiquer la structure des opportunités idéologiques sur un territoire donné et à un moment donné. Nous adaptons le concept de Structure des Opportunités Idéologiques (SOI) de celui de Structure des Opportunités Politiques (SOP), initié par Peter Eisinger, développé par Doug McAdam et systématisé par Sidney Tarrow<sup>72</sup>. Ce concept vise à mesurer le degré d'ouverture et de vulnérabilité d'un système politique aux mobilisations, en suggérant, qu'à mobilisation égale, des contextes politiques augmentent ou minorent les chances de succès de mouvements sociaux. Il vise à mettre en relief ce que l'activité protestataire doit à son environnement politique, et notamment que des groupes disposant des ressources nécessaires à leur passage à l'action contestataire ne peuvent le faire qu'au moment où le contexte politique leur devient favorable<sup>73</sup>. Ce concept met donc à la fois l'accent sur la permanence des structures (politiques, institutionnelles, etc.) d'un pays et sur l'existence de changements dans cette structure, de fenêtres d'opportunités.

Nous utilisons dès lors le concept de Structure des Opportunités Idéologiques pour caractériser les éléments doxiques ancrés dans des institutions, qui en assurent la permanence et la reproduction, qui encouragent ou contraignent des discours, la mobilisation ou non de certains éléments idéologiques ou de certains cadres de l'expérience. Largement déterminée par la *doxa*, la structure des opportunités idéologiques intègre aussi les hétérodoxes et le matériau cognitif légitime connu.

En nous inspirant des facteurs de la Structure des Opportunités Politiques

70 P. HALL, « Nationalism and historicity », *Nations and nationalism*, 3-1, 1997, pp. 3-23.

71 J. CABRERA VARELA, « The analysis of the nationalist ideological system », in J.-G. BERAMENDI, R. MAÍZ, X. NUÑEZ (dir.), *Nationalism in Europe Past and Present*, Santiago de Compostela : Universidade de Santiago de Compostela, 1994, p. 135.

72 P.-K. EISINGER, « The conditions of protest behaviour in American cities », *American Political Science Review*, vol. 67, 1973, pp. 11-28 ; D. McADAM, *Political process and the development of Black insurgency (1930-1970)*, Chicago : The University of Chicago Press, 1982 ; S. TARROW, *Democracy and disorder : Protest and politics in Italy (1965-1975)*, Oxford : Clarendon Press, 1989 ; S. TARROW, *Power in movement. Social movements and contentious politics*, Cambridge : Cambridge University Press, 1998.

73 L. MATHIEU, « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *RFSP*, vol. 52-1, 2002, pp. 75-100.

définis par Sydney Tarrow nous suggérons que la SOI se caractérise tout d'abord par son degré d'ouverture à tel ou tel élément idéologique, par exemple son degré d'ouverture aux revendications régionalistes. Si la centralisation, l'unité politique territoriale ou l'uniformisation culturelle et linguistique sont des valeurs au cœur de la *doxa* nationale, on peut estimer qu'il sera plus difficile de développer un discours régionaliste. Elle repose également sur la stabilité (générale) de la *doxa* et de sa diffusion sociale. Le rôle et l'efficacité des institutions étatiques médiatrices (école, armée, administration, etc.) sont ici des éléments importants. Plus la *doxa* est stable et diffusée, inscrite dans un sentier de dépendance déjà ancien, aux sources oubliées ou mythifiées, plus il sera difficile de la modifier. Elle dépend en troisième lieu de la légitimité et de la représentativité des porteurs d'hétérodoxas (unité ou pas des élites, localisation territoriale ou idéologique des entrepreneurs de cause hétérodoxes, etc.). Elle bénéficie enfin de l'ouverture des canaux de diffusion discursive (la liberté de la presse, et plus largement d'opinion, étant ici l'élément le plus important).

Résultat d'une sédimentation historique, qui prend la forme d'un sentier de dépendance<sup>74</sup>, la SOI peut s'étudier par le biais d'une socio-histoire des institutions idéologiques que sont les *doxas* et hétérodoxas. À l'instar de Pierre Bourdieu, nous entendons par *doxa* « tout l'ensemble de ce qui est admis comme allant de soi »<sup>75</sup>. Sa fonction est d'inscrire progressivement l'ordre social dans l'individu. La *doxa* convertit les structures sociales en principes d'organisation cognitifs, en manière d'appréhender le monde social<sup>76</sup>. Ainsi, « l'expérience première du monde est celle de la *doxa*, adhésion aux relations d'ordre qui (...) sont acceptées comme allant de soi »<sup>77</sup>. S'inspirant de Max Weber, Pierre Bourdieu assure que l'État « revendique avec succès le monopole de l'usage légitime de la violence physique et symbolique<sup>78</sup> sur un territoire déterminé et sur l'ensemble de la population correspondante »<sup>79</sup>. Si l'État, dans sa dimension nationale, est en mesure d'exercer une violence symbolique, c'est qu'il s'incarne à la fois dans l'objectivité sous forme de structures et de mécanismes spécifiques et aussi dans la « subjectivité » sous forme de structures mentales, de catégories de perception et de pensée<sup>80</sup>.

74 J. MAHONEY, « Path dependence in historical sociology », *Theory and Society*, n° 29, 2000, pp. 507-548 ; P. PIERSON, « Increasing returns, path dependence, and the study of politics », *The American Political Science Review*, vol. 94, n° 2, 2000, pp. 251-267 ; I. GREENER, « The potential of path dependence in political studies », *Politics*, vol. 25-1, 2005, pp. 62-72.

75 P. BOURDIEU, *Questions de sociologie*, Paris, Éditions de Minuit, 1984, p. 83.

76 C'est pour cela que nous pourrions également définir la *doxa* comme une structure cognitive dominante, et méconnue comme telle, à vocation hégémonique.

77 P. BOURDIEU, *La distinction...*, op. cit., 1979, p. 549.

78 S'il semble acquis qu'un État peut revendiquer avec succès le monopole de la violence physique légitime, on peut rester sceptique sur son aptitude à revendiquer également le monopole de l'usage légitime de la violence symbolique. En tout cas pas sur le même plan. Des médias, des groupes organisés (partis politiques, associations, religions, etc.) sont en mesure de contester ce monopole de la violence symbolique, dont ils font également usage contre ou en dehors de la sphère étatique.

79 P. BOURDIEU, « Esprits d'État... », art. cit., 1993, p. 50.

80 *Ibid.*

L'État façonne donc des structures mentales et impose des principes de vision et de division communs, des structures cognitives identiques ou pour le moins semblables, qu'il inculque universellement (dans les limites de son ressort) par le biais surtout du système scolaire. « Par là, il crée les conditions d'une sorte d'orchestration immédiate des *habitus* qui est elle-même le fondement d'une sorte de consensus sur cet ensemble d'évidences partagées qui sont constitutives du sens commun »<sup>81</sup>.

Ceci aboutit, d'après Bourdieu, à une « soumission doxique des dominés aux structures d'un ordre social dont leurs structures mentales sont le produit »<sup>82</sup>. Dès lors, « la reconnaissance de la légitimité n'est pas (...) un acte libre de la conscience claire. Elle s'enracine dans l'accord immédiat entre les structures incorporées, devenues inconscientes (...) et les structures objectives »<sup>83</sup>. L'*habitus* est donc pour partie la forme que prend la *doxa* au niveau individuel. Il ne témoigne pas seulement de l'appartenance à une classe, un groupe social, mais aussi de l'appartenance à un État-nation et/ou à une région. D'ailleurs, de nombreux auteurs ont rattaché ce concept de *doxa* à celui d'*habitus* pour évoquer un « *habitus* national »<sup>84</sup>. Pour Norbert Elias, qui forge ce concept, l'*habitus* national est un savoir social incorporé, sédimenté, au sein de chaque membre de la nation, et forgé dans le cadre du processus de constitution de l'État-nation.

Selon Pierre Bourdieu, toute *doxa* est un construit historique « dont on peut retracer la genèse sociale »<sup>85</sup>. De fait,

« cette croyance politique primordiale, cette *doxa*, est une orthodoxie, une vision droite, dominante, qui s'est souvent imposée au terme de luttes contre des visions concurrentes (...). Ce qui se présente aujourd'hui sur le mode de l'évidence, en deçà de la conscience et du choix, a été, bien souvent, l'enjeu de luttes et ne s'est institué qu'au terme d'affrontements entre dominants et dominés »<sup>86</sup>.

Il en déduit un réel projet de recherche, en suggérant qu'

« il n'est sans doute pas d'instrument de rupture plus puissant que la reconstruction de la genèse : en faisant ressurgir les conflits et les confrontations des premiers commencements et, du même coup, les possibles écartés, elle réactualise la possibilité qu'il en ait été (et qu'il en soit) autrement et, à travers cette utopie pratique, remet en question le possible qui, entre tous les autres, s'est trouvé réalisé »<sup>87</sup>.

81 *Ibid.*, p. 59.

82 *Ibid.*

83 *Ibid.*, p. 60.

84 N. ELIAS, *The Germans. Power Struggles and the Development of Habitus in the Nineteenth and Twentieth Centuries*, Cambridge : Polity Press, 1996 ; T. EDENSOR, *National identity, popular culture and everyday life*, Oxford / New York : Berg, 2002 ; Ch. KARNER, « National *doxa*, crises and ideological contestation in contemporary Austria », *Nationalism and ethnic politics*, n° 11, 2005, pp. 221-263.

85 P. BOURDIEU, « Esprits d'État... », art. cit., 1993, p. 58.

86 *Ibid.*, p. 60.

87 *Ibid.*, p. 51.

Étudier la genèse sociale de la *doxa* et des hétérodoxas (les « possibles écartés »), à travers notamment des institutions étatiques (constitutions, discours doxiques sur la nation, etc.), et des véhicules d'imposition de cette *doxa* (école, médias, etc.), est donc une piste ou étape particulièrement importante de toute démarche cognitive du nationalisme et du régionalisme. La méthode comparative est particulièrement adaptée pour bien mettre en évidence le caractère arbitraire et artificiel de cette construction.

Dans le cadre d'une étude sur le régionalisme, ce travail de définition de la structure des opportunités idéologiques doit se faire non seulement au niveau de l'État mais aussi de la région. Toute région est en effet une construction sociale dont il est possible d'analyser le processus d'élaboration sur le temps long. L'enjeu est ici de comprendre l'institutionnalisation d'un fait différencié régional<sup>88</sup>, l'aptitude à nommer et caractériser ces faits différenciés, leur solidité et la perception de leur légitimité politique. Comme les États-nations, les régions sont des territoires objets de conflits discursifs. Elles sont le produit d'idéologies qui visent à atteindre un niveau doxique. Et comme le projet stato-national, le projet régional s'inscrit dans un sentier de dépendance (sentier de dépendance fortement influencé, voire cadré, par l'État dont la région fait partie).

Il est donc pertinent d'étudier à la fois les matériaux d'un fait différentiel et l'histoire de l'expression d'un fait différentiel, qui ne se limite pas aux mouvements ethnorégionalistes proprement dit, mais s'étend à tous les acteurs qui territorialisent régionalement leur activité et discours politique. Il peut être utile ainsi d'étudier l'histoire institutionnelle de la région (et la « mémoire » de cette histoire), l'organisation territoriale des médias de la région (l'impact territorial des médias) ou encore la structure des réseaux sociaux (politiques, sportifs, syndicaux, culturels, etc.) de la région pour comprendre l'institutionnalisation cognitive de la région.

## B. Fenêtres d'opportunités idéologiques et chocs cognitifs

Si la *doxa* nationale se construit sur le temps long, sous la forme d'un sentier de dépendance, elle n'est néanmoins jamais totalement acquise, jamais complètement hégémonique. Pierre Bourdieu estime même que « la politique commence à proprement parler, avec la dénonciation de ce contrat tacite d'adhésion à l'ordre établi qui définit la *doxa* originaire »<sup>89</sup>. Périodiquement s'ouvrent des fenêtres d'opportunités idéologiques, moments cruciaux où le « discours hérétique » (hétérodoxique dirions-nous) peut

88 R. PASQUIER, « Comparer les espaces régionaux : stratégie de recherche et mise à distance du nationalisme méthodologique », *Revue Internationale de Politique Comparée*, vol. 19, n° 2, 2012.

89 P. BOURDIEU, « Décrire et prescrire. Note sur les conditions de possibilité et les limites de l'efficacité politiques », in *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 38, 1981, p. 69.

« briser l'adhésion au monde du sens commun en professant publiquement la rupture avec l'ordre ordinaire, mais aussi produire un nouveau sens commun et y faire entrer, investies de la légitimité que confèrent la manifestation publique et la reconnaissance collective, les pratiques et les expériences jusque-là tacites ou refoulées de tout un groupe »<sup>90</sup>.

En étudiant la crise provoquée en Autriche par la controverse autour des révélations sur le passé nazi du nouveau président Kurt Waldheim (1986-1992), Christian Karner explique comment la doxa de la nation autrichienne, auparavant globalement non réflexive et non discutée, est transformée en un objet de débats, de controverses et de désaccords (notamment sur la question du passé du pays lors de l'occupation allemande)<sup>91</sup>. Il évoque la transformation de piliers symboliques, jusqu'alors largement considérés comme allant de soi, en des objets de réflexion, discussion et dispute, et démontre qu'une des conséquences majeures de cette crise a été de briser le discours hégémonique interne (*doxa*) qui faisait de l'Autriche une victime du nazisme. Ceci a permis l'émergence de contre-discours nationaux divergents, mais qui ont obtenu une légitimité au cours de cette crise, qui ont obligé les tenants de la *doxa* à expliciter leur idéologie (perdant par là même l'hégémonie). En posant le schéma « *doxa* → crise → discours » Christian Karner conclut donc sur la nécessité d'une crise profonde et large pour l'interrogation, la remise en cause d'un discours précédemment hégémonique, d'une *doxa*.

De même, Mai 68, au sens large<sup>92</sup>, a été une de ces crises où les *doxas* nationales ont pu être fortement contestées. Boris Gobille parle d'un « rire de Mai » qui

« en dénaturalisant l'ordre symbolique et en donnant aux vocations d'hétérodoxie le droit d'intervenir dans la cité, [...] contribue à politiser, c'est-à-dire à soustraire à la fatalité, ce qui auparavant, tenu pour acquis, échappait à l'espace de la délibération publique »<sup>93</sup>.

Pour lui donc, la spécificité de Mai 68 réside dans le fait que la révolte démasque « l'arbitraire des conventions quotidiennes », ne se contente pas de proposer une alternative à l'ordre existant mais

« attaque les fondements normatifs même grâce auxquels, sur de multiples scènes sociales [...] s'imposait une hiérarchisation du monde social [...] entre dominants et dominés, professionnels et profanes, entre le "normal" et le "déviant", le légitime et l'illégitime »<sup>94</sup>.

90 *Ibid.*, p. 72.

91 Ch. KARNER, « National doxa... », art. cit., 2005.

92 Si au sens restreint, l'expression « mai 1968 » renvoie aux mobilisations contestataires (étudiantes, ouvrières, etc.) des mois de mai et juin 1968 en France, au sens large elle peut renvoyer à la période de contestations sociales et de mutations sociétales radicales qui entourent l'année 1968 et concerne une bonne partie de la planète.

93 B. GOBILLE, « La vocation d'hétérodoxie », in D. DAMAMME, B. GOBILLE, F. MATONTI, B. PUDAL, *Mai-Juin 68*, Ivry-sur-Seine : Les éditions de l'atelier, 2008, p. 288.

94 B. GOBILLE, « Introduction », in D. DAMAMME, B. GOBILLE, F. MATONTI, B. PUDAL, *Mai-Juin 68*, op. cit., p. 21.

Ainsi, en dévoilant, ou prétendant dévoiler, l'arbitraire des normes qui régissent et régulent l'ordre social, d'autant plus prégnantes qu'elles sont naturalisées comme allant de soi (c'est-à-dire de l'ordre de la *doxa* dirions-nous), le mouvement critique de Mai 68 aurait travaillé à délégitimer ce qui se présentait et était perçu auparavant comme légitime. « Rupture d'intelligibilité » défiant les croyances les plus solides, l'événement force donc ses acteurs à la découverte de l'altérité et du caractère inopérant en situation de leurs grilles de lecture habituelles<sup>95</sup>. À ce titre, les années 1968 ont été une fenêtre d'opportunité idéologique pour bousculer la *doxa* nationale et relégitimer des hétérodoxies nationalistes, catalysant une vague régionaliste à l'échelle mondiale, du Québec à la Bretagne, de l'Écosse à la Catalogne<sup>96</sup>. Une autre fenêtre d'opportunité idéologique (et politique) importante pour les nationalismes a été la *Glasnost* et la *Perestroïka* qui ont suscité des processus d'indépendance dans tout l'ancien bloc soviétique<sup>97</sup>.

Si ces fenêtres d'opportunités idéologiques peuvent avoir une dimension internationale ou nationale (telle la guerre d'Algérie en France, la perte de Cuba par l'Espagne en 1898, etc.), elles peuvent aussi avoir une dimension spécifiquement régionale. Ainsi, la Bretagne a été touchée par un très fort mouvement social en 1972, la grève du Joint français. Grève classique, les ouvriers réclamaient une revalorisation salariale et une amélioration de leurs conditions de travail. Pourtant, les réseaux de solidarités et les cadres d'analyse de la grève prennent rapidement une dimension régionale, les principaux acteurs de la grève utilisant le mouvement social qui se déclenche pour diffuser et mettre en œuvre leurs thèses hétérodoxes sur la question régionale bretonne. Choc cognitif, cette grève légitime pour le reste de la décennie l'hétérodoxie régionaliste bretonne, tout particulièrement à gauche<sup>98</sup>.

95 B. GOBILLE, « La vocation d'hétérodoxie », art. cit., p. 288.

96 T. KERNALEGENN, « Le réveil des revendications régionalistes et nationalistes dans le monde occidental au tournant des années 1968 : analyse d'une "vague" nationale », in *Fédéralisme – Régionalisme*, vol. 12, n° 1, 2013.

97 B. BUČAR, « Independence and Integration into the International Community : a Window of Opportunity », in M. MRAK, M. ROJEC, C. SILVA-JÁUREGUI, *Slovenia : From Yugoslavia to the European Union*, Washington, The World Bank, 2004 ; J.-I. DAWSON, *Eco-nationalism. Anti-nuclear activism and national identity, in Russia, Lithuania and Ukraina*, Durham/London : Duke University Press, 1996.

98 T. KERNALEGENN, « L'inscription spatiale d'une grève ouvrière en Bretagne. Le Joint français, Saint-Brieuc, 1972 », in H. COMBES, D. GARIBAY, C. GOIRAND (dir.), *Les lieux de la colère. Occuper l'espace pour contester*, de Madrid à Sanaa, Paris, Karthala, 2016.

## IV. Le discours régionaliste en acte

### A. La région comme outil cognitif

Les analyses discursives du nationalisme et des identités nationales incitent depuis longtemps à s'intéresser aux concepts de ce discours. Une équipe autrichienne autour de Ruth Wodak a produit l'approche la plus aboutie sur la construction discursive des identités nationales<sup>99</sup>, sur la base d'une analyse Critique du Discours<sup>100</sup>. En se concentrant sur plusieurs niveaux de discours (les élites politiques, les médias, des focus groupes – discours semi-publics – et des entretiens – discours quasi-privés), ils conceptualisent et identifient les diverses macro-stratégies utilisées dans la construction des identités nationales, qui prennent des formes différentes en fonction du public (témoignant du caractère malléable de l'identité nationale – ainsi, les propos essentialistes sont plus présents dans des contextes semi-publics ou quasi-privés). La nation serait donc un « système de représentations culturelles », et l'identité nationale un « *habitus* », dont ils dissèquent les composantes linguistiques, soulignant, à l'instar de Billig, que l'identité nationale, l'imaginaire national, peut s'observer dans la structure même du discours. Au final, pour ces auteurs, « la nation est une communauté symbolique construite discursivement » que les gens utilisent pour donner du sens à leur monde social<sup>101</sup>. Il en va de même de la région, encore convient-il de le démontrer en se focalisant sur le discours régionaliste.

Comme le préconisait Brubaker, il s'agit ici de se demander comment, quand et pourquoi les gens interprètent leur expérience sociale en termes régionaux. Cette analyse peut se faire à plusieurs niveaux. Au niveau le plus micro du discours des acteurs régionaux<sup>102</sup>, c'est le régionalisme banal que le chercheur peut faire apparaître. Michael Billig expliquait que « le nationalisme banal opère avec des mots prosaïques, routiniers, qui considèrent les nations comme acquises, et qui, par ce biais, les habitent »<sup>103</sup>. Le régionalisme banal s'exprime donc par le biais de ce que Billig nomme les « deixis de la patrie ». Il souligne en effet que les mots cruciaux du nationalisme banal sont souvent les plus petits : « nous »,

99 R. WODAK, R. DE CILIA, M. REISIGL, K. LIEBHART, *The discursive construction of national identity*, Edinburgh : Edinburgh University Press, 1999.

100 T.-A. VAN DIJK, « Principles of Critical Discourse Analysis », *Discourse and Society*, vol. 4, n° 2, 1993, pp. 249-283.

101 R. WODAK R. DE CILIA, M. REISIGL, K. LIEBHART, *The discursive construction of national identity*, op. cit., 1999.

102 Et nous entendons ici non seulement les partis politiques et associations culturelles ethnorégionalistes, mais aussi, et même surtout, tout acteur social régional (des syndicats aux partis politiques nationaux organisés régionalement, en passant par les organisations de défense de l'environnement, la communication des institutions régionales ou les médias présents dans la région).

103 M. BILLIG, *Banal nationalism*, op. cit., 1995, p. 93.

« ce » et « ici ». Des mots comme « ce » et « le » peuvent avoir inconsciemment un poids crucial : « l' » économie, « le » pays, « le » Premier Ministre, etc. signifient en fait « notre » économie, « notre » pays, « notre » Premier Ministre. Les *deixis* sont des signaux très discrets. Néanmoins, leur effet est important dès lors qu'ils transforment la maison (l'État) en chez-soi (la Nation). Ces « le » et « ce » créent le monde concret, quotidien, rassurant de l'État-nation bien connu.

La même logique existe au niveau régional. Toutes les organisations syndicales que nous avons étudiées<sup>104</sup> utilisent de manière abondante ces *deixis* de la région pour parler de « notre » région, voire même de « la » région ou tout simplement de « ici ». Les « nous » pour évoquer le peuple régional sont récurrents. Les organisations syndicales participent donc, au même titre que les autres acteurs sociaux régionaux, à diffuser un régionalisme banal, à créer un chez-soi régional appelé Bretagne, Écosse, Galice... Ces *deixis* inconscients créent une familiarité avec la région, une sorte d'appropriation, le rendent accueillant, rappelant constamment aux membres du syndicat que le lieu où ils habitent a un nom, qu'il est à eux, et doit être défendu (y compris jusqu'à régulièrement personnifier la région). On peut dire que ce régionalisme banal est le degré zéro de la cognition régionale, parce qu'inconscient et *a priori* bénin. Il n'en participe pas moins à inscrire dans les esprits la légitimité, et même l'automaticité d'une appréhension régionale du monde.

Le deuxième niveau cognitif vise à se focaliser sur l'utilisation du concept de région, c'est-à-dire du concept de Catalogne, Bretagne, Québec, Pays de Galles, etc. Pourquoi ? Dans quelles circonstances ? Quels sont les effets discursifs d'une telle utilisation ? Notre thèse est que la région peut être appréhendée comme un outil cognitif. Elle est un moyen cognitif de donner une dimension horizontale (c'est-à-dire territoriale, centre-périphérie) à l'analyse verticale traditionnelle de l'analyse sociale (telle que l'analyse en termes de classes du marxisme). Dit en d'autres mots, le régionalisme peut être analysé comme une politisation horizontale, territoriale, du monde social. Les organisations régionalistes produisent une idéologie régionaliste pour agréger les intérêts et problèmes du territoire dans lequel ils s'investissent.

Cette opération commence généralement par la « mise en évidence » d'une composition sociale particulière de la région et de problèmes socio-économiques spécifiques, ce qu'on peut appeler l'altérisation de la région. Étudier les spécificités d'une région est une nécessité cognitive pour une action régionale. Mais dans le processus même d'étude d'une réalité régionale, on crée cette réalité régionale, transformant un espace en territoire (c'est-à-dire un espace avec une dimension humaine, sociale) et un territoire en région, avec des frontières et des caractéristiques. Caractériser, décrire la région en détail, crée une réalité

104 CFTD en Bretagne, CCOO en Galice, STUC en Écosse. T. KERNALEGENN, *Une approche cognitive du régionalisme. Identités régionales, territoires, mouvements sociaux en Bretagne, Écosse et Galice dans les années 1970*, thèse de doctorat en science politique, Université de Rennes 1, 2011 ; T. KERNALEGENN, « Regions as Spaces for Social Movements : The Role of Trade Unions in the Construction of Territory », *Regional and Federal Studies*, vol. 20, n° 3, 2010, pp. 371-387.

discursive de la région, comme différente des régions limitrophes. L'introduction de comparaisons, tout particulièrement avec la capitale, donne en outre une première dimension politique à ces descriptions, par exemple avec la mise en évidence de salaires inférieurs dans la région, etc. Une seconde étape dans la politisation de la région est de trouver les responsables de la situation analysée, de cadrer les problèmes de manière à attribuer les responsabilités à une cause externe (l'État, le capitalisme, l'Europe, etc.).

La région sert aussi à lier des problèmes entre eux et à faire une montée en généralité. Par exemple, en 1978, la CFDT en Bretagne conclut une analyse sur la métallurgie bretonne expliquant :

« Au total de 1975 à 1977, ce sont 7373 emplois supprimés dans la métallurgie bretonne, c'est-à-dire 14,6 % de l'effectif total. La Bretagne a perdu plus d'emplois en deux ans que la Lorraine. On a beaucoup parlé à juste raison des difficultés de la sidérurgie, mais le plus fort pourcentage de perte d'emplois de toutes les régions est passé inaperçu... car il est dû à une addition de P.M.E. en difficultés »<sup>105</sup>.

Partant d'une analyse micro-locale, la CFDT additionne des chiffres locaux (et invisibles en tant que problème social à ce niveau) sur une base régionale pour donner à voir l'étendue d'un problème social d'apparence peu spectaculaire, mais qui le devient par ce processus cognitif. La région est ici un levier de visibilité d'un problème social. L'élément central de cette utilisation du concept régional est la mise en avant des liens forts entre les problèmes, la notion d'unité des questions sur une base régionale. La région sert à rassembler des éléments factuels, des analyses sociales, et à leur donner sens sur une base territoriale. C'est en cela qu'on peut dire que c'est un filtre analytique, un outil cognitif.

Le troisième niveau cognitif, enfin, plus classique, relève de l'analyse du discours porté par une organisation sur la région. Il s'agit donc de l'idéologie régionaliste dans sa globalité. Pour Michael Freedon, l'idéologie est un « regroupement de concepts politiques décontestés »<sup>106</sup>, précisant que

« les idéologies sont ces systèmes de pensée politique, lâches ou rigides, délibérés ou non-intentionnels, par lesquels des individus ou des groupes construisent une compréhension du monde politique qu'ils, ou ceux qui occupent leur pensée, habitent, puis agissent à partir de cette compréhension »<sup>107</sup>.

Il porte donc cette vision de la dimension essentiellement cognitive de l'idéologie. L'idéologie est en effet dans cette perspective

« le produit de l'organisation d'informations, de perceptions, de croyances, de pré- et mé-conceptions sur le monde politique, une tâche rendue nécessaire par les attributs de la langue, de la connaissance et des aptitudes cognitives de l'être humain »<sup>108</sup>.

105 « L'emploi en Bretagne, quel avenir ? », février 1978, p. 63.

106 M. FREEDEN, *Ideologies and political theory. A conceptual approach*, Oxford : Clarendon Press, 1996, p. 82.

107 *Ibid.*, p. 3.

108 *Ibid.*, p. 551.

Il préconise en outre de se focaliser sur les concepts politiques et d'examiner comment ils peuvent illuminer notre compréhension de l'idéologie<sup>109</sup>. Dans la même veine, pour John Gerring, « En organisant et en interprétant le monde, une idéologie aide le sujet à agir au sein de ce monde. [...] L'idéologie, soutenons-nous, forme la connexion entre l'idée et l'action »<sup>110</sup>.

L'objectif de ce troisième niveau est donc d'appréhender le champ lexical de la région, de donner à voir quelles sont les revendications régionales d'une organisation (par l'analyse classique d'une idéologie, d'un discours politique). Il s'agit aussi d'étudier comment, par adjacence logique et culturelle, une organisation intégrant une approche régionaliste connaît une reconfiguration idéologique, par exemple sur la question de la légitimité démocratique ou de la responsabilité sociale. L'étude du contexte du discours ne doit pas être négligée, vu qu'il s'agit de comprendre à quel moment et pourquoi un discours régional est mis en avant. Dans une perspective d'objectivation de la démonstration, il peut être très utile d'utiliser des logiciels d'analyse qualitative du discours.

## B. L'injustice régionale comme cadre de l'expérience

Une dernière façon enfin d'appliquer une grille de lecture cognitive au régionalisme, c'est d'étudier le discours régionaliste en interaction, dans le contexte des mouvements sociaux. Les mouvements sociaux sont un objet de recherche bien balisé, où une approche cognitive a eu un impact profond avec la théorie des *frames* ou « cadres de l'action collective ». S'inspirant des travaux d'Erving Goffman<sup>111</sup>, cet axe d'analyse des mouvements sociaux a été élaboré tout particulièrement par David Snow et Robert Benford<sup>112</sup>. Il s'intéresse au travail politique qui consiste à donner un sens à la réalité, par le biais d'un travail de cadrage idéologique, c'est-à-dire d'un effort stratégique conscient de la part de groupes de personnes visant à mobiliser, sélectionner, présenter d'une certaine façon, des idées et des significations pour former une compréhension partagée du monde et d'eux-mêmes qui légitime et motive l'action collective<sup>113</sup>. L'objectif est de mobiliser au maximum les soutiens et de

109 *Ibid.*, p. 5.

110 J. GERRING, « Ideology : a definitional analysis », *Political Research Quarterly*, vol. 50, n° 4, 1997, pp. 957-994.

111 E. GOFFMAN, *Les cadres de l'expérience*, Paris, Éditions de Minuit, 1991, 1<sup>ère</sup> édition, version anglaise : 1974.

112 D.-A. SNOW, E. BURKER ROCHFORD Jr., S.-K. WORDEN, R.-D. BENFORD, « Frame alignment processes, micromobilization, and movement participation », *American Sociological Review*, vol. 51, n° 4, 1986, pp. 464-481 ; D.-A. SNOW, R.-D. BENFORD, « Master frames and cycles of protest », in A.-D. MORRIS, C. McCLURG MUELLER (dir.), *Frontiers in Social Movement Theory*, New Haven and London : Yale University Press, 1992 ; R.-D. BENFORD, D.-A. SNOW, « Framing processes and social movements. An overview and assessment », *Annual review of sociology*, n° 26, 2000, pp. 611-639.

113 À l'instar de P. OLIVER et H. JOHNSTON (2000), il convient de distinguer très clairement idéologie et cadre de l'action collective. Un cadre de l'action collective est une structure cognitive visant à organiser les perceptions et les interprétations dans le cadre d'une interaction, alors qu'une idéologie est un système structuré et relativement stable d'affirmations, de théories, de valeurs et de normes visant à analyser et agir sur le monde social.

démobiliser, délégitimer, au maximum les antagonistes, les adversaires.

Comme le souligne David Snow, cette approche suggère qu'« une des fonctions des mouvements sociaux [...] est de fournir des cadrages alternatifs à ce qui semblait auparavant relever de l'ordre de la malchance ou de la fatalité, en le transformant en injustice sociale ou en transgression morale qui appelle l'action »<sup>114</sup>. De fait, l'intérêt de cette approche est de souligner que les mouvements sociaux ne sont pas seulement des porteurs neutres d'idéologies préexistantes, mais que le cœur de leur apport est de travailler à la production de sens, en étendant voire transformant d'anciennes visions du monde, et en proposant donc de nouvelles façons d'appréhender cognitivement le monde<sup>115</sup>. Dans cette perspective, les mouvements sociaux sont des acteurs cognitifs. Les cadres de l'action collective soulignent ou accentuent le sérieux et l'injustice d'une condition sociale voire redéfinissent comme injuste, immoral et donc insupportable ce qui était auparavant perçu comme malheureux mais tolérable ou incontournable.

Hank Johnston a utilisé cette approche de manière particulièrement convaincante pour comprendre la dynamique catalaniste des années 1960-1979<sup>116</sup>. Par une approche microsociologique, il s'intéresse à la production, diffusion et interprétation d'une culture commune de résistance au franquisme en Catalogne sur une base catalaniste progressiste, qu'il qualifie de « cadre cardinal » (*master frame*). Il démontre que ce cadre cardinal résulte de la fusion au cours des années 1955-1965 (donc juste avant le réveil militant des années 1965-1975) de trois dynamiques différentes issues de mouvances opposées au cours des années 1930 : un néo-marxisme critique, non-dogmatique, démocratique et catalaniste ; une église catholique, catalysée notamment par Vatican II, qui s'investit sur les questions de justice sociale et de droit des minorités ; et un nationalisme traditionnel qui se redéfinit dans une opposition absolue au franquisme sur une base civique, intégratrice, et favorable aux revendications ouvrières. Ce cadre cardinal, qu'il voit comme une formule générale pour résoudre les problèmes du mouvement d'opposition au franquisme, réussit à réunir aussi bien la bourgeoisie libérale catalane que les ouvriers issus de l'émigration et les classes moyennes d'obédience catholique en créant un langage commun à toute l'opposition (contrairement à ce qui s'est passé au Pays Basque par exemple). La théorie des cadres lui permet donc d'analyser les sources du succès catalaniste, le travail de cadrage ici préparant le succès de la mobilisation, et permet aussi de comprendre le succès catalaniste de la transition, tout particulièrement à gauche, dans le contexte d'un prolétariat pourtant largement d'origine non-catalane.

Ramón Máiz également intègre avec succès cet outil pour analyser la genèse des identités régionales dans une perspective constructiviste, en soulignant que

114 D. SNOW, « Analyse de cadres et mouvements sociaux », in D. CEFÀI, D. TROM (dir.), *Les formes de l'action collective. Mobilisation dans des arènes publiques*, Paris, éd. de l'EHESS, 2001, p. 35.

115 D.-A. SNOW, R.-D. BENFORD, « Master frames and cycles of protest », art. cit., 1992.

116 H. JOHNSTON, *Tales of nationalism : Catalonia, 1939-1979*, New Brunswick (NJ) : Rutgers University Press, 1991.

la région serait le résultat d'un processus d'alignement de cadres. La stratégie de cadrage nationaliste emploierait pour ce faire trois procédés principaux : (1) un appel à des faits objectifs (sélectionnés et accentués) visant à prouver que la question régionale serait l'expression d'un grief réel ; (2) un appel à une responsabilité morale qui rallie une audience autour de valeurs et principes déplorant la situation sombre actuelle de la région ; (3) la propagation d'un style de pensée qui postule la région comme seul cadre d'une existence individuelle authentique<sup>117</sup>. Ces cadres ne seraient toutefois pas statiques, mais réélaborés et bricolés par chaque génération, qui produirait chacune sa carte cognitive de la région<sup>118</sup>.

Nous avons démontré pour notre part<sup>119</sup> l'existence d'un cadre cardinal (ou *master frame*) de l'injustice régionale en Europe occidentale dans les années 1970, qui a été utilisé aussi bien dans le cadre de mouvements ouvriers (par exemple la grève du Joint français en Bretagne, en 1972, ou le *work-in* de Upper Clyde Shipbuilders en Écosse en 1971-1972) que de mouvements écologistes (par exemple la lutte antinucléaire de Plogoff en Bretagne en 1978-1981 ou de Xove en Galice en 1977-1981). Ce cadre de l'injustice régionale, résultat à chaque fois d'une montée en généralité régionale d'un cas localisé, se caractérise tout particulièrement, pour les mouvements ouvriers étudiés, par la mise en cause de l'extériorité des centres de décision et d'une inégalité de traitement entre la région et le reste du territoire national (qui serait visible par un chômage plus marqué, des salaires inférieurs, etc.). Visant à susciter une solidarité régionale, ce cadre s'est avéré particulièrement efficace en Bretagne et en Écosse, étant repris y compris par les médias dominants. Ce cadre n'est pas élaboré par les ouvriers eux-mêmes mais par leurs alliés les plus proches, syndicats et partis politiques. La centralité culturelle de ces alliés (et leur capital social) assure la diffusion des cadres d'expérience qu'ils élaborent pragmatiquement.

## Conclusion

L'objectif de cet article était de poser quelques pistes théoriques pour une analyse cognitive du régionalisme. Il s'agissait de considérer avant tout la région comme une perspective sur le monde avant d'être une chose dans le monde, c'est-à-dire un moyen de faire sens de ses problèmes, d'identifier ses intérêts et d'orienter son action. Nous avons dégagé trois niveaux cognitifs dont l'étude

117 R. MÁIZ, « Framing the nation : three rival versions of contemporary nationalist ideology », *Journal of Political Ideologies*, vol. 8-3, 2003, pp. 251-269.

118 R. MÁIZ, « Politics and the nation : nationalist mobilisation of ethnic differences », *Nations and Nationalism*, vol. 9, n° 2, 2003b, pp. 195-212.

119 T. KERNALEGENN, *Une approche cognitive du régionalisme...*, op. cit., 2011.

permet d'appréhender la dimension cognitive du régionalisme : les institutions idéologiques que sont les doxas, l'idéologie proprement dite, dans le cadre duquel la région peut prendre la forme d'un outil cognitif, et enfin la cognition en interaction, qui s'inscrit dans les cadres de l'expérience.

Nous avons proposé tout d'abord de s'intéresser à la structure des opportunités idéologiques dans une région donnée, qui est un système cognitif à la fois de contraintes et de marges de jeu caractérisé par une *doxa* plus ou moins hégémonique et des hétérodoxas plus ou moins légitimes. Chaque région a une structure des opportunités idéologiques spécifique, où les mots mêmes n'ont pas la même signification. Celle-ci n'est toutefois en rien immuable. Si en temps normal elle évolue de manière incrémentale sous la forme d'un sentier de dépendance, des fenêtres d'opportunités idéologiques peuvent apparaître, permettant la contestation de la doxa et le réinvestissement d'hétérodoxies.

S'intéresser au discours régionaliste dans une perspective cognitive, c'est étudier l'utilisation de la région comme outil cognitif. Elle consiste en l'introduction d'une dimension horizontale à une analyse traditionnellement verticale : créant des liens entre des problèmes relevant de domaines socio-économiques d'apparence différents, mais sur un territoire défini comme politiquement pertinent, elle amène à voir de nouveaux problèmes socio-politiques. Utiliser la région comme outil cognitif n'est pas sans conséquences idéologiques.

Enfin, une dernière entrée est l'étude du discours régionaliste en interaction, notamment dans le cadre d'un mouvement social, en dégageant les cadres de l'action collective, qui peut prendre la forme d'un cadre cardinal de l'injustice régionale. Montée en généralité d'une lutte particulière, ce cadre cardinal sert à susciter une solidarité ou un engagement régional, et ainsi établir un rapport de force avec le centre.

Ainsi, pensons-nous, cette approche cognitive ouvre des pistes de recherche potentiellement fécondes pour mieux étudier le phénomène régionaliste et comprendre la densité sociale d'une région, en déplaçant le regard du chercheur. Elle permet de voir le régionalisme non comme un problème, un phénomène irrationnel, mais une manière d'appréhender le monde, qui n'est pas exclusive mais peut se surajouter à d'autres prismes idéologiques. Cette approche cognitive ne prétend pas être une nouvelle théorie générale du régionalisme ou du nationalisme. Elle n'invalide pas les travaux préexistants ni ne nie la dimension émotionnelle du régionalisme. Nous espérons plus modestement avoir amené le lecteur à voir la question différemment, à se poser de nouvelles questions, à travers un nouveau prisme théorique.

## Résumé

L'objectif de cet article est de définir une approche cognitive du régionalisme, en posant comme hypothèse que la région n'est pas une chose dans le monde, mais une perspective sur le monde. Dès lors, il s'agit de se demander comment, quand et pourquoi les acteurs sociaux régionalistes interprètent leur expérience sociale en termes régionaux. Pour ce faire, trois niveaux cognitifs sont mis en évidence. Chaque région, tout d'abord, se caractérise par une structure des opportunités idéologiques, système cognitif à la fois de contraintes et de marges de jeu défini par une doxa plus ou moins hégémonique et des hétérodoxes plus ou moins légitimes. L'idéologie hétérodoxique régionaliste ensuite se caractérise par l'utilisation de la région comme outil cognitif, pour appréhender notamment les problèmes sociaux sur une base territoriale régionale. Enfin, le discours régionaliste en interaction, dans le cadre d'un mouvement social, peut prendre la forme d'un cadre cardinal de l'injustice régionale.

## Abstract

The aim of this paper is to define a cognitive approach of regionalism, proceeding from the assumption that the region is not a thing in the world, but a perspective on the world. The idea is to wonder how, when and why regionalist social actors interpret their social experience in regional terms. To do this, three cognitive levels are highlighted. Each region, first of all, is characterized by an ideological opportunities structure, which is a cognitive system with both constraints and leeway, defined by a more or less hegemonic doxa and more or less legitimate heterodoxas. The heterodoxic regionalist ideology then is characterized by the use of the region as a cognitive tool, notably in order to understand social problems on a regional territorial basis. Finally, the regionalist discourse in interaction during a social movement, can take the form of a master frame of regional injustice.